



Soutenez les listes

“ POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEUR-E-S ET DES PEUPLES, ENVOYONS VALSER L'AUSTÉRITÉ ET LE GOUVERNEMENT! ”

Les élections au Parlement européen du 25 mai interviennent après des années de crise à travers lesquelles les États et les classes dominantes ont imposé aux peuples une régression économique et sociale dramatique en particulier en Grèce, au Portugal ou en Espagne. Ici aussi, Sarkozy puis Hollande ont mené une politique visant à augmenter les profits capitalistes au nom de la lutte contre les déficits budgétaires, de la compétitivité, de la concurrence dite « libre et non faussée ». C'est au nom des mêmes objectifs que le gouvernement Valls, le gouvernement PS-Medef, engage une nouvelle offensive particulièrement agressive contre toute la population. Cette offensive contre les travailleur-e-s et les peuples favorise partout les préjugés réactionnaires, crée un terrain favorable aux idées de l'extrême droite xénophobe et raciste.

Leur seul horizon, l'Europe de l'austérité et du chômage

À peine arrivé au pouvoir, et contrairement à sa promesse de renégocier ce traité, François Hollande a entériné le traité budgétaire (TSCG), la règle d'or de l'austérité, voulu par Sarkozy et Angela Merkel. Il se soumet à la volonté des banques contre les

salarié-e-s et les classes populaires. Au nom de la lutte contre les déficits, il brade les services publics en commençant par la santé et l'éducation. Au nom de la course à la compétitivité, il poursuit la remise en cause des droits des salariéEs engagés par Sarkozy, attaque les retraites. Avec le pacte de responsabilité il distribue 30 milliards

d'euros au patronat au prix de la remise en cause de la protection sociale. Ainsi, le chômage s'aggrave de mois en mois, les conditions de vie et de travail se dégradent, la régression sociale nourrit les inquiétudes, les peurs, les désespoirs que flatte le Front national.

Non à l'Europe des multinationales et des spéculations financières

La coopération entre les peuples d'Europe qui ont été, dans le passé, victimes de tant de guerres, est un besoin, une nécessité historique. Elle est une condition pour œuvrer au progrès social et culturel, agir au niveau international pour un monde nouveau fondé sur la coopération entre les peuples.

L'Europe capitaliste, l'Europe de la Banque centrale européenne est à l'opposé de cette perspective, elle en est la négation.

Elle est soumise aux intérêts des multinationales et des financiers qui exercent leur contrôle sur des États en concurrence entre eux, dont ils tiennent les cordons de la bourse et qui leur assurent une gigantesque rente par le jeu pervers de la dette publique. Cette rente engendre une spéculation effrénée dont les classes populaires paient la facture.

Le Grand marché transatlantique, négocié en secret entre l'Union européenne et les États-Unis veut supprimer les barrières douanières pour démanteler les normes qui limitent les profits des multinationales.

Leur Europe contre les peuples

Pour tenter de donner une légitimité à leur construction bureaucratique contre les peuples, les États et les gouvernements prétendent que l'Union européenne serait une protection contre la mondialisation financière libérale et impérialiste. C'est de toute évidence faux. L'UE n'est qu'un instrument pour les capitalistes afin de mener leur guerre économique en sacrifiant les peuples.

Les bourgeoisies de chaque pays et les États qui servent leurs intérêts sont

bien incapables de construire une Europe démocratique et progressiste.

Le piège du repli national et de la xénophobie

Le Front national se fait le champion de la dénonciation de la tyrannie de Bruxelles pour mieux défendre une politique souverainiste, nationaliste et chauvine qui prône la sortie de l'euro pour défendre le retour au franc et le repli national.

Une telle politique est extrêmement dangereuse, elle n'a d'autre objectif que de diviser et dresser les uns contre les autres les travailleur-e-s pour le plus grand profit des capitalistes. Même en rompant avec l'Europe de Bruxelles, une France capitaliste resterait soumise aux marchés financiers et les travailleur-e-s soumis à une concurrence encore plus féroce pour gagner des parts de marchés, exporter et payer la dette. Une telle perspective est un piège mortel.

D'Athènes à Tuzla en passant par Paris, l'Europe des travailleurs, des travailleuses et des luttes

Nous nous situons dans une tout autre perspective qui s'inscrit dans une histoire qui a commencé au XIX^e siècle avec la première grande révolution européenne, le soulèvement démocratique de 1848, « le printemps des peuples » contre les vieilles dynasties. Aujourd'hui, une nouvelle aristocratie use de ses privilèges pour concentrer entre ses mains une part considérable des richesses produites par la classe salariée et s'assurer le contrôle de la société. Un nouveau printemps est à l'ordre du jour, les révoltes grecques, portugaises, espagnoles ou venues des Balkans, de Tuzla, en sont les signes annonciateurs. Elles sont porteuses des mêmes aspirations, la liberté, l'égalité, la démocratie, le pouvoir pour et par le peuple.

Les listes soutenues par le NPA se veulent l'expression de ce mouvement des travailleuses et des travailleurs pour leur propre émancipation, celle de toute la société, du carcan d'une minorité parasite.

LISTES CONDUITES PAR



Olivier BESANCENOT
dans l'Île-de-France

(CRÉDIT PHOTO: PHILIP CONRAD)



Christine POUPIN
dans le Nord-Ouest



Philippe POUTOU
dans le Sud-Ouest



Gaël DIAFERIA
dans l'Est



Pierre LE MÉNAHÈS
dans l'Ouest

Le Parlement européen... seulement de nom!

Lors de sa constitution (1952-57), la Communauté économique européenne était conçue comme une institution purement intergouvernementale. De Gaulle, notamment, veillait à ce qu'aucun pas vers une Europe fédérale ne soit franchi. On comprendra donc qu'à ce stade, il n'était donc pas question de Parlement européen, seule une Assemblée consultative était prévue.

Au fil des ans et du développement de la CEE puis de l'UE, la nécessité de disposer d'un vernis démocratique s'est imposée. En 1962, le Parlement européen est en place; en 1979, il sera pour la première fois élu au suffrage universel.

Ce Parlement est au centre des contradictions de l'UE. Il n'existe pas plus d'État européen que de peuple européen. Merkel, notamment, ne rate pas une occasion d'exprimer son rejet d'une Europe fédérale.

Dès lors, comment imaginer le Parlement d'un État inexistant? Quelle légitimité peut-il avoir? Comment, par exemple, imaginer qu'on puisse ôter aux parlements nationaux leurs prérogatives législatives? Toute la situation du Parlement européen est le produit de cette construction bancal. On remarquera d'ailleurs l'importance prise par le trio Barroso-Merkel-Sarkozy/Hollande dans la gestion de la crise économique, et l'effacement du Parlement de Strasbourg.

Seul organe élu au sein de l'UE, le Parlement européen dispose donc de compétences étroitement contrôlées.

On constate ainsi que ce « Parlement » ne dispose pas de la possibilité de voter des textes de sa propre initiative, à part sur des sujets secondaires. On remarquera aussi que cette chambre n'a pas de pouvoir en matière de politique étrangère, agricole, judiciaire, etc. Concernant le domaine économique

et monétaire, on sait que c'est la chasse gardée de la Banque centrale européenne « indépendante » (et opérant hors de tout contrôle des citoyenNEs de l'UE ou d'un organisme les représentants).

À propos des traités, c'est encore plus clair: le Parlement européen ne peut ni en proposer, ni les ratifier (ce rôle est dévolu aux parlements des États membres), ni les réviser et encore moins les dénoncer. Ainsi, le TSCG (le pacte budgétaire auquel se heurtent quotidiennement les fonctionnaires) a-t-il été élaboré au niveau des Chefs d'État et de la Commission européenne. Le Parlement fut tout au plus sollicité pour le ratifier – rien de plus... En d'autres termes, ce Parlement fonctionne dans le cadre des institutions issues de Maastricht-Lisbonne et tout a été prévu pour qu'il ne puisse en sortir. Toute la conception des institutions de l'UE est donc faite pour assurer la prééminence de la Commission européenne et du Conseil des chefs d'État sur le « Parlement ». Il est d'ailleurs quasiment impossible à la Commission de se voir censurée par le Parlement (il faut une majorité des 2/3). Dit autrement, la bureaucratie de l'UE (comme de la BCE) peut opérer à bonne distance de tout contrôle démocratique un tant soit peu réel.

L'UE, une construction ultra-libérale où la démocratie n'est qu'une feuille de vigne incapable de cacher la réalité du pouvoir des banques et des multinationales...

PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN!

➔ Contre l'Europe du TSCG, l'Europe des droits des travailleurs : emploi, salaires, dette, droit à la santé, éducation, logement, services publics

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive du monde du travail, qui commence par annuler toutes les lois et mesures de régression sociale qu'ont imposées, partout en Europe, les patronats et leurs gouvernements.

Une Europe de l'emploi

Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans la gestion et dans la faillite du système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences, en perdant leur emploi ou en perdant du salaire en cas de chômage partiel. Les politiques de l'Union européenne encouragent la précarité (temps partiels imposés, intérim, revenus et retraites amputés, recul de l'âge de la retraite, etc.). L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché. Elle unifiera par le haut les droits sociaux, les conditions de travail, les retraites et la législation sociale, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses des pays européens. Nous revendiquons une diminution du temps de travail, vers les 30 heures pour tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de postes sous contrôle des salariéEs. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements, et pour le contrôle des salariéEs et salariéEs sur les conditions d'emploi et d'embauche.

Une autre répartition des richesses en Europe

L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux, de 300 euros net par mois. C'est aussi un plan de rattrapage des salaires des femmes. C'est possible en prenant les dix points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années : en France, cela représente plus de 170 milliards d'euros par an. Contre la mise en concurrence des salariéEs, il faut rendre obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen, qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1700 euros net que nous revendiquons en France. Face à la crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale ! L'Europe que nous voulons garantirait des normes élevées de protection sociale et de services publics, fondées sur la socialisation des richesses produites (salaires sociaux ou collectifs) et une nouvelle répartition entre les salaires et les profits, au détriment de ces derniers. Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits. Il faut que les salariéEs et la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux,

imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits. L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne. L'urgence économique exige l'expropriation des banques et la mise en place d'un service public bancaire unique, capable d'orienter le crédit en fonction de la satisfaction des besoins sociaux.

Une Europe des services publics

Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer : autant de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous. Aujourd'hui, l'Union européenne et les gouvernements continuent la casse et la privatisation des services publics. Ce sont des marchés très lucratifs pour les entreprises privées, qui n'hésitent pas à les démanteler, avec de lourdes répercussions sur nos vies quotidiennes. Le

NPA revendique plus de services publics ; des embauches et des moyens massifs ; l'arrêt des privatisations de la santé et de l'éducation ; le développement des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture ; la création d'un pôle public bancaire ; la nationalisation des énergies. Les élections européennes doivent être l'occasion de faire converger les mouvements de défense des services publics, en particulier celui de la santé ou de l'éducation, et d'organiser la solidarité entre usagers et travailleurs. Cela implique de s'en prendre aux profits. Une harmonisation des fiscalités fondée sur des impôts progressifs taxant fortement les plus-values et les riches, la suppression des taxes indirectes, celle des paradis fiscaux ainsi que du secret bancaire, permettraient à la fois de mettre un terme au dumping social et fiscal et d'enclencher une nouvelle logique.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

➔ Contre la concurrence et les guerres, pour une Europe solidaire



PHOTO THÈQUE ROUGE / QUENTIN G

Selon le rapport 2014 de l'ONG Oxfam, « Les 67 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié de la population mondiale » ! Pendant ce temps, le nombre de réfugiés de la misère, du climat et des guerres augmente ; les populismes chauvins, réactionnaires, sexistes et racistes accèdent au pouvoir jusqu'au cœur de l'Europe comme en Hongrie ; les interventions néocoloniales se poursuivent en Afrique, souvent dirigées par l'Etat français comme au Mali ou en Centrafrique, sans autres résultats que la poursuite des massacres, de la misère et de la destruction de l'environnement. Plus de 20 ans après le traité de Maastricht qui prétendait installer l'Europe dans l'utopie libérale démocratique, quel résultat !

Non à l'Europe forteresse

L'Europe peut élever des barbelés à Ceuta et Melilla, repousser les « boat-people » qui tentent de traverser la Méditerranée au prix de milliers de morts, cela ne changera pas le fait que, par

la dictature de la dette, par les « plans d'ajustement structurels » des institutions financières internationales, par les ventes d'armes et les jeux d'alliances avec les pouvoirs autocratiques, elle pousse de plus en plus de gens à fuir vers le Nord. On voit bien toute l'hypocrisie du marché qui prône la liberté totale de circulation pour les capitaux et les marchandises, mais la refuse aux êtres humains.

Partout, à la fois au niveau européen et dans chaque pays, les lois anti-immigrés sont durcies au nom de la « gestion concertée des flux migratoires », qui vise d'abord à transformer les immigrés en immigrés clandestins, plus facilement exploitables par les capitalistes européens. Les immigrés sont transformés en main-d'œuvre jetable, à utiliser en cas de besoin, puis dont on se débarrasse, la fameuse « immigration choisie ».

Nous ne voulons pas de cette Europe qui stigmatise et expulse des milliers d'êtres humains. Au contraire, nous voulons une Europe ouverte à toutes et à tous, antiraciste, multiculturelle, une

Europe de l'égalité des droits et nous demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires. Cela passe notamment par la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote pour tous les immigrés à toutes les élections.

Pour une Europe de la paix et de la coopération des peuples

Nous voulons une politique de désarmement, d'annulation des dettes odieuses, une politique de collaboration fraternelle et solidaire avec les peuples des pays du Sud. Nous sommes hostiles à toute idée de « défense européenne » qui ne pourrait être qu'un instrument dans les rivalités qui opposent les USA, l'Europe, la Chine, la Russie pour la domination du monde. Une Europe de la paix exige la suppression d'une Otan mille fois coupable en Irak et en Afghanistan. Nous voulons le retrait de toutes les troupes européennes des guerres menées contre les

➔ Une Europe écosocialiste

La crise écologique, dont le basculement climatique est l'expression la plus inquiétante, représente une menace sans précédent pour l'humanité et la biosphère. Une catastrophe irréversible se profile. Comme pour le chômage, le capitalisme en est la principale cause et il ne peut résoudre ni l'une ni l'autre.

Luttes écologistes et sociales sont indissociables.

La crise climatique impose de réduire de moitié la consommation finale d'énergie et de passer à un système sans énergies fossiles ni nucléaire. Il faut immédiatement la sortie du nucléaire en moins de 10 ans, l'interdiction dans toute l'Europe de l'exploration des



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE D

hydrocarbures non conventionnels (gaz de schiste, etc.), un plan de rupture énergétique pour développer les énergies renouvelables (bâtiments à énergie passive, éolien, solaire...), la sobriété et l'efficacité énergétique (isolation des bâtiments...).

Alors que l'Union Européenne détruit massivement les services publics, il faut exproprier des groupes capitalistes pour construire des services publics décentralisés et gérés démocratiquement pour l'énergie renouvelable, l'eau, la protection de la nature et de la biodiversité. Réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre exige une réduction drastique des transports de marchandises et l'abandon du transport routier et aérien. Pour

les déplacements quotidiens nous voulons un aménagement du territoire qui permette de diminuer les distances parcourues et une politique de transports collectifs, non polluants et gratuits.

Au contraire de l'Union européenne et des États-Unis qui négocient en secret le Grand marché transatlantique abolissant les barrières douanières afin de démanteler les normes qui limitent les profits des multinationales, nous voulons une Europe qui interdise les produits chimiques cancérigènes et toxiques. Nous voulons aussi en finir avec l'agriculture productiviste qui maltraite les animaux, tue la vie des sols, extermine les abeilles, détruit les emplois et la santé des travailleurs de la terre et produit une nourriture dangereuse pour la santé. Une politique agricole commune doit encourager une agroécologie paysanne, sans pesticides ni OGM, produisant des aliments

➔ Pour une Europe de l'égalité des droits

peuples et l'arrêt du soutien aux dictatures, nous voulons la reconversion des industries d'armement. En Afrique, les réparations financières des pillages impérialistes et la coopération solidaire doivent remplacer les opérations militaires néocoloniales !

Hollande et Merkel défendent les intérêts des bourgeoisies française et allemande, rivales et associées à l'impérialisme états-unien dans le cadre d'une Alliance Atlantique élargie à toute la planète. Leur concurrence avec d'autres grandes puissances prédatrices comme la Russie de Poutine déchire les peuples. Alors qu'ils se servent aujourd'hui tous de l'Ukraine pour se revaloriser, nous devons fraterniser avec le peuple ukrainien en lutte contre tous les oligarques et toutes les dominations extérieures.

Nous nous battons pour une paix démocratique, c'est-à-dire une paix qui respecte le droit des peuples à l'autodétermination, les droits des femmes, qui fonde les relations internationales sur la solidarité et la coopération. En 2011, les peuples de la région arabe se sont soulevés et ont entamé un long processus de conquête de leurs droits démocratiques, sociaux et de leur souveraineté. Nous les soutenons contre toutes les forces qui veulent les enchaîner à nouveau ! Ainsi nous devons aider les Syriens révoltés, victimes d'abord des crimes contre l'humanité de Bachar Al-Assad mais aussi des crimes de guerre des milices intégristes. Ainsi nous devons aider les Palestiniens victimes des crimes de l'occupation. Au lieu de maintenir avec le gouvernement israélien des relations privilégiées, l'Europe doit sanctionner le gouvernement israélien. Elle doit suspendre ses relations politiques et économiques avec lui et boycotter les marchandises vendues sur le marché européen en provenance de ce pays qui refuse de respecter le droit international. À l'opposé d'une Europe puissance alignée sur le FMI et l'Otan, nous voulons une Europe solidaire. C'est la lutte commune de tous les opprimé-e-s et exploité-e-s qui pourra permettre de juguler la crise multiforme que nous vivons, pour construire ensemble un monde pérenne de liberté et de justice sociale.

de qualité distribués dans des circuits courts. L'Europe capitaliste regorge de grands projets inutiles – aéroports, lignes à grande vitesse, autoroutes, grands stades et autres barrages... –, symboles d'une société du toujours plus. Imposés aux populations en faisant miroiter la création d'emplois, ils ne servent en réalité que les profits des bétonneurs et des spéculateurs. À l'inverse, la démocratie réelle, la mobilisation, la créativité et le contrôle par toutes et tous permettent de supprimer les productions inutiles et dangereuses, d'en finir avec le chômage en partageant le travail utile et la richesse accumulée. Dans toute l'Europe, les luttes antiproductivistes et anticapitalistes construisent cet autre projet de société : l'écosocialisme, où les priorités de production et de consommation seront démocratiquement décidées par la population elle-même.

Les principaux partis politiques – UMP, PS, Modem, ÉELV – partagent un soutien inconditionnel à l'Union européenne et aux différents traités qui l'ont constituée. Leur Europe est bien loin de l'image idyllique qu'ils veulent en donner. Elle est fondée sur l'accroissement des inégalités, inégalités entre les classes mais aussi de toutes les inégalités et discriminations.

Pour l'égalité hommes-femmes

L'Europe actuelle ne garantit rien l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces derniers mois, le droit fondamental à l'avortement a été attaqué dans de nombreux pays européens. Le NPA exige le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit être garantie et nous exigeons un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités. Par ailleurs, la division sexiste des tâches fait reposer sur les femmes l'éducation et la garde des enfants, ainsi que la prise en charge des personnes âgées. Les services publics, dans ces domaines, sont remis en cause par les politiques d'austérité de l'Union européenne. Nous exigeons le développement des services publics de la petite enfance et de soins aux personnes âgées et dépendantes. Concernant les violences faites aux femmes, il y a urgence. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

violences sexistes dans toutes leurs dimensions : prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement.

Contre l'homophobie

Même si l'homophobie et la transphobie sont, en règle générale, reconnues comme des discriminations dans les différents pays de l'UE, se découvrir lesbienne, gay, bi, trans ou intersexé (LGBTI), demeure une épreuve souvent douloureuse. Le NPA revendique l'égalité totale des droits entre homos et hétéros : égalité des droits attachés aux différents statuts fiscaux ; adoption d'une directive-cadre européenne sur le mariage, la filiation, la procréation médicalement assistée ; le droit à disposer de son corps et la facilitation du changement d'état

civil. Le NPA propose également une prise en charge publique dynamique de la lutte contre les discriminations, notamment dans le cadre de l'institution scolaire ainsi que la création et le financement public de structures d'accueil, d'écoute et d'assistance pour les victimes.

Un avenir pour les jeunes

Les jeunes sont les premières victimes des politiques d'austérité menées dans les pays Européens : qu'il s'agisse du chômage – le chômage des jeunes atteint 23,5% dans l'UE – de la précarité et des bas salaires. De plus, ils n'ont pas accès aux minima sociaux. Résultat : partout en Europe, de plus en plus de jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Face à cette situation, le NPA revendique un emploi stable pour tous et toutes et en finir avec les emplois précaires.

➔ Prendre nos affaires en main, conquérir la démocratie...

Leur UE repoussante, cette machine à privatiser, à démanteler, s'est avérée incapable de rapprocher les peuples d'Europe, d'interdire la montée des chauvinismes, des divisions de tous ordres. Même l'exercice de la démocratie la plus élémentaire est remis en question. Ainsi, le mécanisme du TSCG (pacte budgétaire) place-t-il les Parlements élus des États membres de l'UE sous le contrôle d'une bureaucratie échappant à tout contrôle.

Il revient aux travailleurs de reprendre à leur compte le combat pour une Europe unie, démocratique - donc nécessairement débarrassée du fléau capitaliste. Le combat contre le capitalisme inclut celui à mener contre les institutions de Bruxelles et Strasbourg. Une telle révolution passera nécessairement par l'abrogation des traités qui régissent l'Union européenne, la zone euro et la BCE. A commencer par le traité de

Maastricht et ses sinistres critères ou celui de Lisbonne, qui interdit tout contrôle des mouvements de capitaux et toute aide à un État en difficulté. Nécessairement, il faudra en finir avec la politique de l'Europe forteresse, s'engager dans la voie de la collaboration avec les autres peuples. Notre perspective, en rupture avec l'UE de Maastricht, est celle d'un processus constituant, démocratique, ouvrant la voie à un pacte de solidarité des peuples d'Europe, pour décider de la façon dont ils organisent leur coopération afin de satisfaire leurs besoins sociaux et environnementaux. C'est dans ce cadre seulement que peut être pensé un rapprochement par le haut des conditions de vie de la population travailleuse, des systèmes sociaux, le droit au travail et l'interdiction des licenciements. Ce processus peut commencer dans un pays mais il ne pourra s'arrêter aux frontières nationales. Un gouvernement anti-austérité prendrait des mesures

immédiates, inévitablement incompatibles avec l'UE et ses traités : hausse des salaires et des retraites, socialisation des banques, contrôle des mouvements de capitaux, annulation de la dette. Nécessairement, il procéderait à une réorganisation de la production – centrée sur les besoins sociaux et non les profits. En matière monétaire, il prendrait les mesures nécessaires à défendre les changements qu'il aurait mis en œuvre. Avant qu'il ne soit trop tard, il aurait à élaborer un plan de transition écologique, afin de stopper et commencer à réparer les ravages environnementaux du capitalisme. Dans le même temps, il appellerait les autres peuples à se soulever pour construire ensemble une autre Europe. L'Europe est un fait historique incontournable, le seul cadre dans lequel on puisse penser l'avenir du continent. Elle doit être soignée et guérie du capitalisme.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Ils nous font les poches, nous divisent et osent parler en notre nom PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN!



Votons pour les listes " POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEUR-E-S ET DES PEUPLES, ENVOYONS VALSER L'AUSTÉRITÉ ET LE GOUVERNEMENT! "

Vous pensez que l'Union européenne est une machine de guerre contre les salaires, une machine bureaucratique destinée à servir les multinationales et la finance. Que le Parlement européen n'est qu'une façade démocratique sans pouvoir, une sinécure pour les politiciens qui ne vous représentent pas ?

A Alors, à quoi bon aller voter le 25 mai ? Tout simplement pour leur dire que nous ne sommes pas dupes, que nous ne laisserons pas faire, que nous voulons prendre nos affaires en main, dire notre opinion. Il est clair que cela, vous ne pourrez le dire qu'en votant anticapitaliste.

S'abstenir, c'est laisser la place au FN
S'abstenir, c'est, certes, envoyer balader les politiciens professionnels mais ensuite, les uns et les autres en tirent les conclusions qu'ils veulent et surtout c'est laisser la place au FN. Il ne peut en être question pas plus que de voter pour les amis

de Marine Le Pen. Ce serait voter pour les pires ennemis du monde du travail, des amis des riches et des patrons.

► Ils dénoncent le PS et l'UMP mais c'est pour prendre leur place, accéder au pouvoir pour maintenir les travailleurs, les classes populaires sous la domination et l'exploitation des puissants.

► Ils dénoncent l'Europe capitaliste pour mieux défendre la France capitaliste. Ils rêvent de nous enfermer dans la prison des frontières pour nous livrer pieds et poings liés aux patrons qui veulent nous enrôler dans leur guerre économique.

► Ils veulent nous diviser en agitant le sale drapeau du racisme, de la peur de l'autre, de l'étranger. Essayer de faire croire que le retour au franc nous préserverait des effets dévastateurs de la mondialisation financière, capitaliste, c'est prendre les gens pour des imbéciles.

► Le repli national est un piège pour encore mieux plier les salariés aux exigences patronales.

► Voter pour le FN, ce n'est pas rejeter le PS et l'UMP, c'est approuver nos pires ennemis.

Dire non à l'Europe du PS et de l'UMP

Le seul rejet de l'Europe du PS et de l'UMP, de l'Europe du chômage et de l'austérité, qui correspond aux intérêts des travailleur-e-s et des classes populaires, c'est le vote anticapitaliste.

► En votant pour la liste présentée par le NPA vous voterez contre le gouvernement Valls-Hollande, contre l'UMP qui veut la place pour faire la même politique.

► Vous voterez contre le FN et tous les apôtres du nationalisme et du repli national qui cherchent à détourner le mécontentement populaire contre des boucs émissaires, les étrangers, les immigrés, les Roms.

► Vous direz que vous voulez en finir avec les politiques d'austérité;

que vous voulez l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail pour en finir avec le chômage et pour en finir avec la mise en concurrence des salariéEs qui tire tout le monde vers le bas, un salaire minimum européen, la revalorisation de l'ensemble des salaires et pensions.

► Vous voterez pour l'annulation de la dette, la socialisation des banques en un monopole public bancaire et la constitution d'un service public bancaire européen sous contrôle de la population.

► Vous voterez pour la mise en œuvre d'une politique européenne de planification écologique, avec des services publics décentralisés et gérés démocratiquement, de transports non polluants, de l'eau, de protection de l'environnement, de l'énergie, la sortie du nucléaire.

► Vous voterez pour l'égalité des droits, l'égalité entre les femmes et les hommes, le droit à l'avortement et à la contraception gratuits pour toutes, la libre circulation et la régularisation des sans-papiers, l'arrêt de toutes les discriminations, en particulier contre les musulmans ou les Roms.

L'issue à la crise du capitalisme et de l'Europe de la troïka dépend de notre intervention, celle des travailleur-e-s et des peuples pour conquérir les droits et les moyens de décider de leur sort.

Voter pour les listes soutenues par le NPA

Ce sera :

► Refuser l'Europe de la troïka, l'Europe de l'UMP et du PS
► Rejeter la démagogie chauvine, raciste et xénophobe du Front national

► Défendre la coopération et la solidarité des peuples

► Refuser l'abstention pour affirmer votre volonté de prendre vos affaires en main

► Agir ensemble pour tout changer.

Pourquoi des listes unitaires avec Lutte ouvrière et le Front de gauche n'ont pas été possibles ?

Le NPA souhaitait la constitution de listes unitaires avec toutes les forces politiques qui entendent se situer en opposition au gouvernement, à la droite et à l'extrême droite et rejettent toute forme de nationalisme et de souverainisme. Il s'est donc adressé publiquement à LO et aux partis du Front de gauche.

Malheureusement, Lutte ouvrière n'a pas voulu entendre parler de notre proposition. Quant au Front de gauche, ses propres difficultés et tensions internes n'ont pas permis d'engager de réelles discussions pour tenter de surmonter les désaccords qui existent entre nous. Car il y a, bien entendu, des positions différentes sur la question européenne: le Parti de la gauche européenne, dont est membre le Front de gauche, se prononce pour une refondation de l'Union européenne qui ressemble plutôt à une tentative de réforme, alors que les anticapitalistes se battent pour la rupture avec les institutions européennes. Mélenchon peut faire des déclarations ambiguës contre « l'Europe allemande » ou pour « le protectionnisme solidaire », alors que nous défendons une politique internationaliste sans concession aux nationalismes. Tout en affirmant la « condamnation des ingérences impérialistes et néocoloniales », les listes du Front de gauche ne disent pas un mot sur les interventions de la France en Afrique. Ces ambiguïtés n'empêchent pas, dans la dénonciation comme dans un ensemble de propositions, de larges accords, critique

du capitalisme, de l'austérité, des politiques libérales de la fausse gauche; féminisme, écologie, défense des immigrés... Ces accords existants entre nous pouvaient permettre d'envisager la constitution de listes d'opposition au gouvernement et à l'Europe de l'austérité. Nous regrettons que cela n'ait pas été possible. Le débat politique continue. Les désaccords qui s'expriment dans le cadre des élections européennes rejoignent nos désaccords au niveau de la politique hexagonale. Rompre avec le capitalisme tant au niveau national qu'europpéen, c'est rompre avec des institutions vouées à le servir, pour inscrire notre programme dans une perspective de transformation révolutionnaire. Mais nous pouvons nous féliciter d'avoir contribué à ce que toute une partie de la gauche syndicale, politique et associative descende, ensemble, dans la rue le 12 avril et nous militons pour que ce ne soit qu'une étape. Le combat pour rassembler toutes celles et ceux qui veulent résister aux politiques d'austérité et se battre pour la solidarité des travailleuses et des travailleurs perdure. Il est le sens même de notre campagne.

agenda MEETINGS

DANS L'EST

avec **Gaël Diaferia**

- **Mardi 13 mai à Besançon.** À 20h, Salle Battant, 48 rue Battant.
- **Vendredi 23 mai à Metz.** À 20h.

DANS LE NORD-OUEST

avec **Christine Poupin**

- **Mardi 20 mai à Alençon.** À 20h30, salle Beaudelaire.
- **Jeudi 22 mai à Rouen.** À 19h30, Halle-aux-Toiles.
- **Vendredi 23 mai à Lille.** À 19h00, Salle Sous le Beffroi.

EN ÎLE-DE-FRANCE

avec **Olivier Besancenot** et des acteurs et actrices des luttes ici et en Europe

- **Jeudi 22 mai à Paris.** À 20h, Gymnase La-Bidassoa, 25 rue de la Bidassoa dans le 20e, M° Gambetta, ligne 3 - 3bis

Une campagne financière pour notre campagne pour les Européennes...



Pour défendre cette politique nous avons besoin de la participation, de la solidarité de toutes et tous, en particulier sur le plan financier. Les grands partis affirment leur monopole sur la vie politique en exerçant une véritable censure financière. Aidez nous à surmonter cet obstacle. D'avance merci.

www.npa2009.org/souscription

Votez pour la liste conduite par:

Olivier BESANCENOT

► dans l'Île-de-France

Christine POUPIN

► dans le Nord-Ouest

Philippe POUTOU

► dans le Sud-Ouest

Gaël DIAFERIA

► dans l'Est

Pierre LE MÉNAHÈS

► dans l'Ouest

